

L'Italie est un pays de contrastes et de surprises, même pour un étudiant en anthropologie nord-américain comme moi. Lors de mon séjour, je fus surpris de voir à quel point il existait des disparités entre les différentes régions et villes : à peine quelques heures d'autoroute et l'on retrouve une ville à l'architecture, à la langue et au paysage tous trois différents. Ma plus grande surprise fut toutefois un sujet sur lequel j'ai eu la chance de m'entretenir avec plusieurs Italiens concernant une démarcation régionale particulière, celle du nord et du sud en Italie. Mon enquête ne fut pas extensive, seules quelques discussions informelles m'ont permis d'avoir un aperçu de cette démarcation et de la façon dont on l'appréhendait. Lorsque je lui ai demandé quelle était la différence entre le nord et le Sud italien, un sicilien, plus précisément de la ville de Messine m'a répondu : *la mentalità*! La question était semée et ce travail est pour moi un occasion d'élaborer la question et de tenter d'y répondre : qu'est-ce que la question méridionale (1) et pourquoi existe-t-elle?

Pour se faire, j'ai adopté une approche diversifiée mêlant d'abord l'histoire, discipline essentielle pour comprendre l'origine des enjeux face à la question, mais aussi l'anthropologie (et plus précisément l'ethnologie) afin de connaître une autre vision du problème, à la lueur des questions culturelles. S'entremêleront aussi les idées du penseur politique que fut Gramsci pour enfin aboutir à un constat quelque peu nuancé : la question méridionale est complexe et souvent trop limitée est la présentation qu'en font les médias et les écrits en général.

Quelques éléments de la disparité nord-sud avant le *Risorgimento*(2)

Il convient ici de faire quelques constats historiques afin de mieux comprendre le contexte précédent l'unification italienne, notamment au niveau des dissociations alors présentes au sein des différentes classes sociales à travers le futur pays. La question méridionale est officiellement née avec l'émergence d'une politique unitaire au sein de l'Italie, mais certaines prémices sociales permettent de mettre en perspective les divisions qui deviendront le « problème » de l'Italie du Sud.

Au XIX^e siècle, l'Italie repose principalement sur une économie agricole partiellement en retard à l'échelle internationale vis-à-vis ses voisins nordiques. Or, l'agriculture est étroitement liée au système de classes qui s'impose selon des logiques différentes entre les diverses parties de l'Italie. Antonio Benenati, professeur de sociologie à l'Université de Paris VII propose certaines distinctions intéressantes entre les différentes agricultures italiennes (1988 : 21-36). Le Nord italien fut le premier à adopter une agriculture modernisée et malgré son exploitation paysanne, maillon faible du système en question, parviendra à obtenir un haut niveau de production conforme au libéralisme européen de l'époque. On voit alors naître une bourgeoisie agricole qui veille à obtenir une production décente en renouvelant les techniques d'exploitation des terres. Au centre du pays, on se situe dans la lignée du Nord, mais la bourgeoisie bien ancrée reste un peu plus conservatrice et demeure féodale dans la mesure où elle y conserve le lien

traditionnel entre paysan et propriétaire terrien. L'église contribuera, de par son influence à ce conservatisme socio-économique de l'Italie centrale. Le Sud quant à lui, est en retard autant au niveau des procédés agricoles que du régime d'exploitation en question. Les terres appartiennent majoritairement à de grands propriétaires aristocrates souvent désintéressés par le sort de leurs terres auxquelles ils n'attribuent qu'une valeur rentière détachée, contrairement aux bourgeois qui veillent à l'exploitation active de ces dernières et ont l'esprit d'entreprise, pour ne pas dire capitaliste.

L'Italie du Sud, avant le *Risorgimento*, était sous le pouvoir des Bourbons, branche souveraine d'Espagne. Le royaume des Deux-Siciles incluait alors l'île de Sicile, ainsi que le Royaume de Naples et était sous le contrôle d'un souverain : malgré la présence de conseils législatifs locaux, ce dernier détenait alors tous les pouvoirs et maintenait son oppression sur le peuple (Guimbard, 1994). La population avait dès lors manifesté à maintes reprises son mécontentement face à cette oppression qui la mettait en situation précaire, surtout en Sicile où l'on avait peu ou pas intégré la réforme agraire nordique. On conçoit donc ici qu'une division nord-sud était déjà présente à l'époque pré-unitaire : non seulement le Sud était sous une tutelle étrangère, mais présentait des disparités qui, selon plusieurs auteurs, allaient s'aggraver suite aux campagnes garibaldiennes (3).

Actualisation de la question méridionale suite à l'unification

Le statut particulier du Sud sera mis en évidence, entre autres par Pasquale Villari que l'on considère le père de la question méridionale. Né à Naples (et donc en pleine connaissance de la précarité de sa région), il se déplacera vers Florence où il sera professeur et deviendra député et sénateur au sein du nouveau gouvernement unifié (Lopreno, 1992 : 34-42 ; Lanoue, 2011 : 2). Ce dernier préconise une réforme des provinces du sud à travers ses « *Lettere meridionali ed altri scritti sulla questione sociale in italia* » où il met le doigt sur certains problèmes économiques et d'ordre social. Ses écrits auront un impact, notamment dû à son statut d'intellectuel et influencera une série de penseurs sur la question. Villari adoptera le discours bourgeois de par sa nouvelle appartenance qui voit le Sud comme une menace à cette unification (Lanoue : 2), mais laissera de côté certains faits sociaux importants, notamment le problème des classes, de l'exploitation paysanne et de l'incompréhension culturelle que traitera Antonio Gramsci. À cet effet, Dario Lopreno, professeur à l'Université de Lausanne enseignant l'histoire du Mezzogiorno italien, affirme que :

« La bourgeoisie italienne du Nord n'est pas montée au pouvoir par une révolution anti-aristocratique; elle est au contraire partiellement issue des moules aristocratiques liguro-piémontais et lombard. Elle vit dans un univers social fragile, dans lequel se mêlent à souhait une modernité bourgeoise et un aristocratisme d'ancien régime. Elle côtoie en outre des classes populaires misérables – pas autant que dans le Sud, mais pas tellement moins pauvres- face auxquelles la

question sociale est également explosive politiquement. Ce sont là les clefs de la compréhension de la dimension nationale du problème méridional post-unitaire. »(*ibid.* : 40)

Ce passage démontre bien le paradoxe, ou l'incompréhension pourrait-on dire qui règne entre les deux acteurs impliqués : la vision piémontaise-bourgeoise d'un côté qui insiste sur les problèmes du Sud comme obstacle pour créer une nation et la vision victimisante de la population sudiste qui se dit exploitée par un régime féodal.

Selon Catherine Guimbard, professeure à l'Université de Paris-Sorbonne et maître de conférences (1994), plusieurs des glissements socio-économiques auront lieu suite au *Risorgimento* sont imputable aux actions politiques défavorisant le Sud italien. Par exemple à travers ce que M. Benenati appelle le « désastre des enchères ecclésiastique » (*ibid.* :28), l'État expropriera l'église de certains de ses biens fonciers pour les mettre en enchère à des prix dérisoires. Ces conditions éloigneront encore plus loin les paysans de leur volonté d'un accès à la terre et continuera leur exploitation alors que des marchands bourgeois s'approprièrent les lots en questions tout en faisant perdurer les conditions exécrables des paysans. J'effectuerai ici une parenthèse pour parler de l'effritement des classes : à l'époque, l'aristocratie se voit progressivement suppléentée par la bourgeoisie marchande qui adopte progressivement les nouveaux principes du capitalisme. Ces derniers n'ont pas confiance envers le nouvel état (*ibid.*) et plongent dans un certain conservatisme qui à long terme causera

leur perte (ils étaient alors modèles de progressisme avant l'unification dans l'Italie du Nord). La nouvelle bourgeoisie issue de l'unification prendra le relais aristocrate et aura pour objectif la quête de profits et la promotion sociale, au détriment encore une fois de la classe paysanne qui se trouve perdante dans ce nouvel ordre (*ibid.* : 30 ; Guimbard : 328). Les paysans, eux, verront l'unité sous l'ordre de la déception, alors que plusieurs avaient supporté le régime de Garibaldi lors de ses campagnes militaires contre les Bourbons dans l'espoir de voir leurs conditions s'améliorer (Benenati : 29). Jusqu'ici, on peut donc dire que le nouvel État italien n'a pas changé l'ordre social, mis à part l'émergence d'une bourgeoisie et l'effritement de l'aristocratie : on assiste plutôt à un conservatisme au Sud, particulièrement dans la paysannerie.

Au niveau politique, on passera de la *Destra storica* à la *Sinistra storica* en 1876 où se mettra en place un nouveau discours politique, celui de gauche, mais où perdureront les mêmes écarts traités plus tôt. Or, si les figures rhétoriques de l'État italien changent, notamment avec la présidence de Francesco Crispi au conseil italien, issu du royaume des Deux-Siciles, les mesures entreprises ne veilleront pas à créer un climat favorable dans le nouvel état italien. Par exemple, le renforcement des mesures protectionnistes (4) par l'État italien dans les années 1880, déjà mises en place au cours des années 60, seront particulièrement dommageables pour les producteurs du Sud, mais aussi pour la classe paysanne italienne en général. Pour revenir aux idées de Lopreno, ce dernier affirme que les mesures protectionnisme, réponse face à la relative fermeture des marchés français qui

s'appuient de plus en plus sur ses colonies, avaient comme principal objectif de promouvoir l'industrie moderne italienne : textile, métallurgie et mécanique (*ibid.* : 144-154). Cette mise en valeur de l'industrie moderne sera mise en place au détriment des productions primaires et donc agricoles où nombre de fermiers n'arriveront plus à vendre leurs produits à l'étranger. Une bonne partie de leur production était destinée à l'exportation, notamment en France, mais le protectionnisme mis en place par les deux états coupera les ponts et les producteurs se retrouveront avec des surplus qu'ils n'arriveront pas à écouler et beaucoup devront quitter le milieu. Benenati résume la situation de la manière suivante :

« Bien entendu le triomphe de la nouvelle politique économique protectionniste fixant à jamais les locations industrielles, ruinant la viticulture et concédant un long sursis à la propriété foncière donna le coup de grâce. En y ajoutant la terrible répression sociale sicilienne, la *Question méridionale* devenait à la fois explicite, irréversible et insoluble. Et ce n'est pas un hasard si on commença alors à l'appeler par ce nom, s'engageant toujours à la résoudre sans jamais y parvenir. » (*ibid.* : 56)

La question méridionale au tournant du XXe siècle

Reprenons donc l'histoire avec l'instauration du régime fasciste. Jusqu'à maintenant, l'Italie a pris un essor industriel, mais la

question du Sud reste brûlante au sens où les conditions ont très peu changé et que l'État n'a pas apporté de solution au problème. Le fascisme aura pour but d'unifier l'État pour le rendre conforme à son pouvoir, ce qu'il fera en partie (et ce pour quoi il sera ensuite critiqué), mais le parti présentera au certain désintérêt face à la question du Sud (Guimbard : 329-338). Si l'industrie du Nord ne cesse de croître, celle du Sud traîne derrière et les disparités sont de plus en plus fortes : l'héritage des Deux-Siciles constitue donc un boulet passant de gouvernement en gouvernement sans qu'il y ait d'amélioration tangible (Lopreno : 205-207). En autres mots, on met la question de côté, sans y apporter de solution tangible.

À la suite du régime fasciste et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, on retrouve en Italie un certain vent de décentralisation : un régionalisme se fait donc ressentir. Le sud, pris dans des conditions extrêmes et violentes, avec notamment une mafia qui prend de plus en plus d'ampleur (et qu'on accuse d'ailleurs d'avoir collaboré avec les troupes alliées lors de la campagne italienne), profite de la vague pour faire connaître son mécontentement. La question est particulièrement brûlante en Sicile où le désir d'indépendance se fait ressentir et c'est dans cette logique qu'on nommera cette dernière, région autonome en 1946 (Guimbard : 331-337). Or, un comité consultatif et une assemblée constituante seront créés, ainsi que d'autres législations régionales afin de donner un pouvoir d'autogestion en Sicile. Malgré l'initiative, le problème ne sera réglé que de façon théorique puisque une série de problèmes persisteront : la région reste sous-développée, le taux de natalité est fort alors que le travail manque, les violences se reproduisent à

travers l'incompréhension et la misère du peuple. Le gouvernement italien, de son côté, propose un certain paradoxe alors qu'il entrevoit une industrialisation du Sud, mais demeure hésitant. Non seulement une telle industrialisation reposerait sur des coûts énormes, mais elle serait susceptible de faire de l'ombre à l'industrie du Nord et c'est dans cette logique qu'on prônera l'industrie agricole, déjà établie, mais aussi celle du tourisme.

Jusqu'ici, je crois que ces constats historiques donnent un aperçu non seulement de la condition précaire du Sud face à celle du Nord, mais aussi de la manière dont elle constitue une question méridionale, au sens où elle a présenté (et présente toujours) un statut autre au sein même de l'Italie unifiée. C'est à l'aide de cette prémisse que je continuerai ce travail de manière à comprendre comment s'est établie cette marginalisation de l'autre, qui va au-delà d'un constat historique, politique et surtout économique.

La perception des élites et de l'économisme(5) à travers les statistiques

Depuis l'unification, comment perçoit-on la question méridionale? Il va sans dire qu'on considère le Sud comme une entrave à l'unité du pays de par sa condition précaire, mais les considérations vont plus loin qu'un simple constat statistique, comme nous le verrons plus loin. Si les chiffres démontrent en quelque sorte cette disparité

socio-économique entre les deux entités italiennes, l'interprétation qu'on en fera mènera à des considérations plus profondes qui marqueront l'imaginaire collectif, si l'on peut dire, pour les années à venir.

Silvana Patriarca (dans Schneider, 1998 : 77-97) démontre de manière éloquente le rôle qu'ont eu les statistiques dans la création d'une distinction forte et contemporaine entre l'Italie du Nord et du Sud. En effet, suite à la création de l'État, on s'interroge sur la vitalité du pays à l'aide de recensements statistiques faits par des statisticiens improvisés. Parmi les multiples publications du Ministero dell'Agricoltura, Industria e Commercio del Regno d'Italia (6) on cherche à connaître les variations régionales à travers les données recueillies et l'analyse de ces dernières permettront alors de symptômiser le sud à l'aide de préjugés solidement ancrés. Patriarca présente un paradoxe intéressant quant à l'analyse de ces données : on mettra de côté celles qui offrent un portrait critique de l'Italie entière, contrecarrant le libéralisme étatique, pour mettre emphase sur celles qui sont susceptibles de dichotomiser le pays. Autrement dit, on utilise alors les statistiques qui accentuent les disparités entre Nord et Sud pour délaisser celles qui, malgré leur importance, les mettent sur un pied d'égalité. Pietro Maestri, principal acteur dans l'élaboration statistique de l'époque (débutant en 1864), mettra emphase sur le taux d'homicides violent beaucoup plus élevé au Sud qu'au Nord. Les conclusions ne se feront pas attendre alors qu'il affirmera que les gens du Sud sont dotés d'un tempérament plus vivace et impétueux. D'autres statisticiens emboîteront le pas pour mieux caractériser les deux Italies où au

nord on retrouve des gens un peu froids, dotés d'un plus grand sentiment social et penseurs alors qu'au sud, ce sont des personnalités instinctives, individualistes, sans sentiment social qui se fâchent tout le temps! (*ibid.*) Ce type de catégorisation marquera, à long terme, l'imaginaire italien et c'est en ce sens que j'ai écrit plus haut que de simples catégorisations socio-économiques allaient avoir un grand impact sur la manière dont on considère l'autre, même à travers un pays unifié. D'ailleurs, plusieurs auteurs de l'époque adopteront des thèses anthropomorphiques afin de diviser les peuples : on veut alors prouver scientifiquement l'écart psychologique et biologique qu'il y aurait entre ces deux « races ». Selon Alfredo Niceforo, sociologue italien actif au début des années 1900, l'économie précaire du Sud aurait dénaturé l'état biologique de ses habitants pour aboutir à ces traits comportementaux distincts que j'ai énumérés plus haut (*ibid* : 89). Bref, on peut dire que l'idéologie de l'époque (politique, mais aussi en lien à l'état des connaissances), a fait une utilisation quelque peu arbitraire des statistiques pour expliquer de façon simpliste un phénomène qui pourtant a des racines profondément ancrées dans l'histoire.

De l'économisme à la pensée de Gramsci(7)

On ne saurait surestimer la pensée d'Antonio Gramsci, qui fut un élément clé afin de nuancer l'économisme de l'époque face à la question du Sud italien. Théoricien politique, il appliquera sa notion d'hégémonie pour analyser le problème qu'est la dichotomisation

des deux entités italiennes, qui se relève à être une reprise des idées de Karl Marx de manière beaucoup plus précise, mais en même temps nuancée. Selon Nadia Urbinati (dans Schneider, 1998 : 135-156), le problème soulevé par Gramsci mettra de côté la victimisation historique du Sud, ainsi que le déterminisme économique pour se centrer sur la division des classes.

Gramsci insistera donc sur l'échec de l'unification italienne due au fait qu'il perdure une division au sein des classes sociales, où les classes dominantes imposent leur hégémonie culturelle et politique aux classes dominées. Cette forme d'hégémonie serait le propre d'un dialogue inexistant entre les classes et expliquerait donc le problème du Sud (*ibid.*). Il voyait en la Première Guerre mondiale une occasion d'unifier le pays pour créer une hégémonie culturelle et donc un sentiment d'appartenance face l'Italie comme nation, mais ce sera un échec. Cet échec sera une occasion de considérer la force des idéologies politiques de l'époque et l'écart présent entre la rhétorique nationale unitaire et les conditions morales et intellectuelles de la nation (*ibid.*). Autrement dit, le dialogue entre les classes est alors impossible de par le conservatisme des idées de la classe dominante, qui n'arrive pas à rejoindre les masses, ou du moins, n'utilise pas le discours approprié pour le faire. Il s'agit en quelque sorte de l'actualisation de l'un des principes clés du marxisme, celui où la classe dominante (les intellectuels) n'arrive pas à rejoindre la masse de par cette distance qu'ils ont face à l'action pratique. Gramsci reprendra donc cette thèse en prônant un mouvement vers le peuple, pour rejoindre les classes subordonnées et établir une communication durable entre les différents acteurs.

L'originalité de sa pensée est surtout due au fait qu'il considère la lutte de classes sous l'ordre de la culture, soit la culture intellectuelle et la culture populaire ; idée qui peut sembler évidente aujourd'hui, mais qui ne fera écho qu'après plusieurs années. Il attribuera en partie l'échec de l'unification culturelle aux formes idéologiques antimodernes comme celles de l'église, à l'incompréhension réciproque des classes, mais surtout au fait que l'on a attribué les mêmes méthodes d'assimilation à toutes les classes sociales (*ibid.*). En effet, Gramsci critique directement les pratiques hégémoniques de l'État à son époque, caractérisée par l'ignorance et la peur réciproque, empêchant le passage à une hégémonie démocratique créant un pont entre le vécu individuel et le pouvoir étatique (8). Ce pont est le reflet de l'intégration du pouvoir de l'État par l'individu qui devient alors naturel lorsqu'un discours commun est établi entre les différentes classes sociales, c'est l'hégémonie. La pensée de ce dernier tardera à être considérée à sa juste valeur, alors qu'il avait mis le doigt sur un mécanisme complexe pouvant expliquer l'hégémonie étatique actuelle. L'Italie de l'époque est, pour Gramsci un échec à ce niveau, mais peut-on dire que la situation a changé? L'Italie est-elle parvenue, suite à la Seconde Guerre mondiale à établir un discours viable entre les classes ou, en l'occurrence, entre le Nord et le Sud?

Ernesto De Martino et l'étude ethnographique de la magie

De Martino fut l'un des précurseurs, avec certains philosophes post-structuralistes français, de la nouvelle vague d'anthropologie qui s'instaurera dans les années 80, en particulier aux États-Unis. Il

s'intéressera aux pratiques de la magie dans le Sud italien afin d'y comprendre les liens qui unissent la magie et la rationalité. S'il s'agit d'un terrain traditionnel pour l'anthropologie, son approche, ainsi que ses résultats seront à l'image des transformations du domaine de l'étude ethnologique et permettront de mieux comprendre les disparités Nord/Sud en Italie. Je me baserai en partie sur le chapitre de livre d'Annalisa Di Nola (dans Schneider, 1998 : 157-175), faisant une présentation minutieuse de la pensée de De Martino, pour présenter ce dernier.

Dans son ethnographie *Sud e magia*, il présentera un ouvrage traditionnel où il mettra en relation la pratique de la magie face aux divers agents civilisateurs, où l'isolation serait en corrélation avec les pratiques étudiées. Toutefois, son cheminement intellectuel ne s'arrête pas ici, alors que cet ouvrage fut destiné à un public plus large et s'insère dans une trame idéologique plus populaire de l'ethnologie, son ouvrage *Il mondo magico* publié plus tôt ouvrira les portes à une interprétation plus nuancée du phénomène de la magie et des mœurs du Sud. Il se questionnera sur la place de l'ethnologue (le scientifique) sur le terrain et à l'incohérence de considérer de tels phénomènes à la lueur des catégories traditionnelles utilisées en science, qui emmènent à perdre l'essence même de la magie, sa signification (*ibid.*). Cette « place » de l'ethnologue sur le terrain, elle n'est pas prédéterminée et ce dernier doit la créer ; cette même création se trouve à être le reflet du bagage du chercheur en question. Nous ne sommes donc pas très loin de la conception du pouvoir, ou celle du discours de Michel Foucault (1973), mais cette fois-ci, directement appliquée au cas

ethnographique. Ces considérations épistémologiques allaient permettre de mieux comprendre le choc des cultures qui sévit dans de telles études, mais aussi, d'éclairer sur certains points le cas de l'Italie du sud.

Selon De Martino, l'ethnologue arrive sur le terrain avec son bagage culturel et sa propre historicité qu'il se sert pour analyser l'autre et négocier sa présence. L'autre, dans ce cas-ci l'italien du sud pratiquant les rites en question, doit négocier sa pratique face à la présence du chercheur et réagit d'une façon particulière. Autrement dit, la rencontre ethnologique devient transcendance par la présence des acteurs impliqués et on assiste à une transformation des pratiques réciproques. Sous cet angle, la magie ne peut être étudiée comme une pratique inférieure, vestige d'un primitivisme local, mais comme une manifestation du pouvoir même de la culture, puisque c'est le contact (et donc la présence) qui fait ressurgir la pratique et qui lui donne un statut particulier (*ibid.*). De Martino effectue ici un tour de force qui allait forger sa vision de l'Italie unifiée, d'abord inspirée par la pensée de Gramsci, qu'il saura nuancer au gré de ses expériences ethnographiques.

De l'ethnographie à la vision politique chez De Martino

De Martino sera qualifié d'irrationnel alors qu'il adoptera la thèse de Gramsci selon laquelle la question du Sud n'est pas celle d'une

résistance des modes traditionalistes paysans par les paysans, mais une lutte de classe entre dominants et dominés. Comme je l'ai écrit plus haut, les idées de Gramsci tarderont à être considérées par les penseurs de l'économisme italien tel que Manlio Rossi Doria (9) qui accusera les paysans du Sud italien de résister à la réforme agraire (*ibid.* : 166). Par contre, les travaux de l'ethnologue italien sauront nuancer à un certain niveau la lecture gramscienne de la culture : si De Martino est conscient que la culture n'est pas le produit d'un fait unique, et donc influencé par l'histoire la politique et l'idéologie (souvent reliés), il croit que cette dernière n'est pas nécessairement le produit d'une société passée, mais s'actualise dans des situations particulières. À cet effet, Gramsci voyait plutôt la culture de manière historique, soit encrée par rapport à des faits passés. S'il croit que la magie et le rituel sont l'effet d'une misère psychologique, plus que d'une forme de résistance culturelle, il conservera toutefois une vision quelque peu humaniste face aux solutions qu'il envisage. En effet, il croit qu'un dialogue est nécessaire entre les intellectuels et la masse afin de combler les besoins de ces derniers, pour en fin de compte leur donner une conception supérieure de la vie. Le schéma logique de sa pensée serait donc que les situations sociales et économiques créent une misère chez les paysans du Sud, menant ces derniers à une détresse psychologique. Cette détresse se manifeste à travers les pratiques culturelles transformées (magie, rites) alors que s'actualise cette détresse face à la transcendance ethnologique dont nous avons discuté plus haut. Ces manifestations culturelles seraient donc une réponse face à la vision humaniste et élitiste des classes dominantes.

On pourrait ici critiquer De Martino d'adopter lui-même le discours humaniste, ce qu'il a bel et bien fait, mais son apport fondamental se situe surtout au niveau des différences culturelles, où il vient compléter la pensée de Gramsci. Ce dernier a mis emphase sur la différence culturelle présente entre les classes, mais De Martino a été plus loin en soulignant l'aspect progressif et muable de cette dernière, où le simple contact (ou choc, si l'on peut dire) des cultures est susceptible de changer la nature même de ces cultures. Sur cette base, on peut dire que la culture s'actualise et l'exemple de l'ethnographie est particulièrement éloquent pour démontrer la complexité que tend l'étude de l'autre. Cette complexité deviendra le cheval de bataille de la nouvelle anthropologie au cours des années 80 et je crois que la question méridionale fait figure d'exemple quant à ces transformations épistémologiques.

Perspectives d'une unification manquée

Dans cette dernière section, il sera question d'exposer certaines perspectives quant à la question méridionale. Là n'était pas mon but au début de ce travail et une analyse politique approfondie serait nécessaire pour cerner les différents enjeux qui traînent derrière la question. Plusieurs points de vue s'entrecroisent dans la littérature et nombre d'entre eux sont contradictoires. En termes de conclusion, je trouvais intéressant de proposer le point de vue de Mariella Pandolfi (dans Schneider, 1998 : 285-290), avec qui j'ai

d'ailleurs eu la chance de discuter de la question. Cette dernière voit la dichotomie entre les deux Italies comme une figure rhétorique qui n'a cessée de ressurgir à travers le temps. Ce serait à travers une conscience historique accrue que l'on pourrait éliminer cette dissociation empêchant en partie l'émergence d'un État cohérent. À travers les préjugés et considérations portant sur la situation précaire du Sud, on a mis de côté un jeu politique, une structure de pouvoir dans laquelle le sud même participait, conformément au jeu des classes proposé par Gramsci. La question a pourtant été mise de côté durant le régime fasciste alors que les intellectuels affiliés au mouvement ont mis accent sur le projet utopique que fut la création d'un État italien solidaire. Suite à cette trêve d'une vingtaine d'années, la question allait ressurgir alors que tombera le régime fasciste et où sera scindée l'Italie sous plusieurs fronts politiques et idéologiques : la Seconde Guerre mondiale impliquera la participation allemande au Nord et celle américaine au Sud. Ennemis? Libérateurs? L'Italie étant de nouveau morcelée, allait ressurgir la question méridionale alors que prend force un certain régionalisme et que l'on ne sait à quel camp on appartient vraiment.

« In other words, the impossibility of creating a representation of Italian civil society as a whole, with all its conflicts, tragedies, and paradoxes, repeatedly manifests itself as the trope of the continuous drama of Italian life, in which rhetoric and historical tragedy are blended. In the end, every crisis becomes linked to the millennium-long struggle between North and South, perceived as preventing the modernization of the nation, its full participation in European life as an equal partner, and the evolutionary

transformation of the nineteenth-century nation-state into a contemporary democracy. » (*ibid.* : p.288)

Cette citation exprime clairement la complexité qui réside derrière la question méridionale et l'impossibilité de l'expliquer de manière univoque. L'histoire nous donne certaines bases pour comprendre l'origine des disparités, alors que l'ethnologie et la politique tentent d'expliquer pourquoi persistent ces dernières. Or, l'expression « Italie, pays des contradictions (10) » prend tout son sens ici, notamment à travers la question que j'ai abordée au sein de ce travail. Là n'est pas la seule et c'est l'une des raisons pour quoi l'Italie présente un cas d'étude intéressant : riche d'histoire, de culture et de contradictions, le pays présente un dynamisme qui lui est propre. Est-ce que les changements économiques et politiques qui ont présentement cours au sein du pays changeront la donne à court ou à moyen terme? Il y a raison ici de douter, mais les changements en court relèvent d'un intéressant potentiel ethnographique que l'on ne saurait négliger.

Notes

1 Question du sud, question méridionale, disparité entre nord et sud : ces termes désignent la même problématique.

2Nom donné à l'unification italienne, mot signifiant « renaissance ».

3Giuseppe Garibaldi, qui fut à la tête de plusieurs campagnes militaires qui mèneront à l'unification italienne.

4Principalement caractérisé par l'augmentation des frais douaniers.

5Par économisme, j'entends une explication des problèmes du Sud centrée sur les faits économiques, soit la précarité et le retard face au développement du Nord. Ces constats, comme nous le verrons, emmèneront certains penseurs de l'époque à faire des constats biologiques où la précarité de la population empêcherait cette dernière d'évoluer. On accusera alors la classe paysanne du Sud de résister aux changements.

6Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce d'Italie

7J'entends ici ne faire qu'une esquisse de la pensée de Gramsci : non seulement par rapport à l'étendue de ses idées, mais aussi à leur complexité. De plus, il est important de souligner que mon analyse est principalement basée sur des sources secondaires et ne cible qu'une partie de ses écrits.

8Métaphore empruntée à Guy Lanoue au sein du cours ANT 3867, Culture et société italienne, donné durant l'automne 2011

9Économiste italien ayant travaillé sur la question agraire du *mezzogiorno*.

10Utilisée par Guy Lanoue dans le cadre du cours cité précédemment.

BIBLIOGRAPHIE

Albera, Dionigi et Mohamed Tozy. 2005. *La méditerranée des anthropologues, fractures, filiations, contigüités*, Maisonneuve & Larose, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme.

Benenati, Antonio. 1988. *Les pavés de l'enfer : Italie et question méridionale*, Paris, Editions l'Harmattan, collection Histoire et perspectives méditerranéennes.

Colin, Mariella et al. 1994. *L'Italie : échecs et réussites d'une république*, Minerve, collection Voies de l'histoire.

Gramsci, Antonio. 1926. «Quelques thèmes de la question méridionale», dans *Marxist.org*, en ligne, http://www.marxists.org/francais/gramsci/works/1926/10/gramsci_19261000.htm (page consultée le 19 novembre 2011).

Guimbard, Catherine. 1994. *Où va l'Italie?*, Paris, Lectures en Sorbonne.

Lanoue, Guy. 2011. « La question méridionale », dans *ressources aux étudiants sur le site de l'enseignant*, en ligne, <http://www.mapageweb.umontreal.ca/lanoueg/LANOUE/website/italie/La%20question%20méridionale.pdf> (page consultée le 27 novembre 2011)

Lopreno, Dario. 1992. *La question Nord-Sud en Italie : Histoire du Mezzogiorno*, Berne, Peter Lang, Editions scientifiques européennes.

Schneider, Jane (ed.). 1998. *Italy's « southern question »*, Washington, Berg.

Yann Pineault - Décembre 2011